

Roger GODINO
Godino.roger@wanadoo.fr

Reconstruire le couple franco-allemand pour relancer l'Europe

De la crise financière et économique actuelle sortira probablement un monde multipolaire dont les pôles seront de grands ensembles : les USA, la Chine, l'Inde, la Russie, le Japon, le Brésil, l'Europe.

Les rapports entre ces pôles seront en partie de coopération, en partie de concurrence et, dans ce cas, seront réglés en résumé par **des rapports de force** pas nécessairement belliqueux mais pouvant, éventuellement, le devenir.

L'Europe Soft Power décrite ou rêvée par certains ne suffit pas car il faut que l'Europe soit un acteur fort au même titre que les autres partenaires.

Le besoin d'une Europe forte, n'a jamais été aussi grand, et pourtant elle craque de toute part et nous montre chaque jour ses faiblesses.

L'Europe des 27 et bientôt 28, 29, ou 30 est une institution faible par nature à cause du grand nombre de ses membres et de sa direction multiforme, faiblesse que nous a fait douloureusement constater le Président Obama en refusant de se rendre au récent sommet Europe – USA et que nous avons constatée, nous-mêmes, avec amertume au sommet manqué de Copenhague.

Plus récemment, la crise grecque est venue nous démontrer que la solidarité à l'intérieur de la zone Euro n'était pas ce que l'on aurait pu espérer et l'incontournable leadership allemand s'est employé à nous rappeler avec insistance que l'Euroland n'était qu'une zone monétaire gérée à l'allemande et rien d'autre.

Et les militants que nous sommes redoutent le spectre d'une Europe en déconstruction.

Alors, comment réagir ?

Le plus évident est de partir de l'Euroland où se retrouvent les pays qui sont capables d'aller plus loin dans la construction européenne puisqu'ils sont suffisamment proches les uns des autres économiquement et politiquement pour avoir accepté de créer une monnaie unique qui reste l'actif le plus important de l'Europe.

Notons que la Grande-Bretagne, qui s'oppose traditionnellement à tout fédéralisme européen, et que la Pologne qui cherche son équilibre entre les USA (pour sa sécurité), l'Allemagne et la Russie, pour son économie, ne font pas partie de l'Euroland, ce qui n'est pas un hasard.

Plutôt que de se battre sans espoir de succès pour faire l'Europe de 27, concentrons-nous sur l'Euroland et essayons de lui trouver un mode de gouvernance efficace dont les règles deviendraient non négociables pour tout nouveau candidat à l'Euro.

Et pour faire avancer l'organisation de l'Euroland, le moyen le plus efficace est de s'appuyer sur le couple Franco-Allemand. En effet si Allemands et Français sont d'accord, il est possible d'avancer, s'ils ne le sont pas, rien n'est possible ; c'est en tout cas l'expérience vécue de ces 50 dernières années.

Reconstruire le couple franco-allemand est donc une priorité absolue.

Le couple franco-allemand marche mal, il a perdu de sa vigueur depuis quelques années, ce qui entraîne une stagnation de l'Europe que ressentent même les électeurs.

Dans les premiers mois de sa présidence, Nicolas Sarkozy s'est répandu en critiques acerbes et multiples de la Banque Centrale et du pacte de stabilité et de son côté l'Allemagne semble en réalité avoir abandonné son rêve d'une Europe Fédérale comme si elle n'avait plus besoin de l'Europe. Le 30 juin dernier, la cour de Karlsruhe a approuvé le traité de Lisbonne en précisant bien que tout abandon ultérieur de souveraineté devait passer par une modification de la constitution allemande et ce, par référendum.

Et Joschka Fischer qui fit son célèbre discours de Humboldt sur l'Europe Fédérale (discours resté sans réponse de la France de Lionel Jospin) avoue son pessimisme : « actuellement, dit-il, on ne ferait plus l'Euro ».

Les tergiversations, notamment allemandes, au moment de décider une aide à la Grèce, nous ont plus renseignées sur l'état de la solidarité européenne que tous les discours officiels.

La reconstruction du couple franco-allemand est donc devenue urgente et c'est un projet ambitieux et difficile. Il faut l'entreprendre sans tarder. Certes il ne faut plus rêver à ce je-ne-sais quel traité franco-allemand ou encore moins à des avancées constitutionnelles. Ne cherchons plus les grandes déclarations politiques auxquelles plus personne ne croit. Il faut en revenir au lancement de quelques projets concrets porteurs d'avenir.

C'est un peu un retour à la méthode Monnet qui avait si bien réussi à lancer le pool Charbon-Acier et partant l'unité européenne.

Ainsi, faudra-t-il créer **un comité franco-allemand d'initiatives pour la relance de l'Europe**. Son objet serait d'élaborer **en commun** quelques projets concrets dont la vocation serait d'être élargie à la zone euro puis à l'Europe des 27, lorsqu'ils seront considérés comme ayant fait leur preuve de bon fonctionnement dans le cadre plus étroit mais plus facile franco-allemand.

Un premier projet pourrait être choisi parmi la liste suivante purement indicative :

1/ **Création d'un Fonds Monétaire Européen** auquel pourraient adhérer les autres membres de l'Euroland.

2/ **Un budget commun franco-allemand** serait voté par les deux pays. La première application sera d'organiser et de financer un important effort de Recherche et d'Enseignement Supérieur pour l'Europe.

3/ **Création d'une agence de notation européenne** (franco-allemande) travaillant dans trois domaines :

- financier
- social

- environnemental et développement durable.

4/ **Création d'une société européenne à conseil de surveillance et directoire** avec représentation des salariés dans les conseils de surveillance.

5/ **Représentation commune et conjointe des deux pays :**

- au FMI et à la Banque Mondiale
- à tout organisme international et notamment au conseil de sécurité.

6/ **Rapprochement progressif des systèmes fiscaux** visant à un accord sur les bases et les taux avec le maximum d'harmonisation.

Le processus décrit ci-dessus est une vision de moyen terme de ce qui pourrait être fait si la France et l'Allemagne le veulent. Il s'agirait en quelque sorte d'un nouveau « Plan Charbon Acier » pour l'Europe.

La méthode utilisée s'apparente en principe à la « coopération renforcée » qui fut évoquée lors de l'élaboration de la feue Constitution Européenne.

Cette démarche n'est dirigée contre personne, ni contre aucun pays, encore moins contre l'Union Européenne.

Simplement, elle part de l'hypothèse que tous les pays d'Europe ne sont pas prêts au même degré, au principe de l'intégration européenne. C'est pourquoi il appartient à la France et à l'Allemagne de faire le premier pas de cette refondation. Et, ne recommençons pas l'erreur de l'élargissement avant l'approfondissement qui a été commise à l'arrivée en Europe, d'abord de l'Angleterre puis des pays de l'Est.

Intégrons la France et l'Allemagne d'abord et fixons les règles du jeu assurant une capacité de gouvernance et de leadership. Ensuite, pour les nouveaux candidats, l'acceptation de ces règles sera non négociable. Elle sera une condition sine qua non de l'élargissement.

Il s'agit donc de l'application du concept d'avant-garde qui a été longuement discuté au cours de la construction de l'Europe.

Il appartient à la gauche française et à la gauche allemande de montrer qu'elles sont capables de ce sursaut commun.

Le parti socialiste français et le parti social démocrate allemand décideraient d'élaborer ensemble les bases d'un nouveau programme de coopération avec l'intention de le promouvoir dans le cas où ces partis arriveraient au pouvoir en même temps.

- Ainsi, dans un premier temps, serait élaborée la base d'une coordination très forte entre l'Allemagne et la France.
- Dans un deuxième temps cette coopération serait élargie progressivement aux autres pays de l'Euroland.
- Enfin, chacun des autres pays de l'Europe des 27 l'intégrera automatiquement lors de son passage à l'Euro, si d'aventure cela se produisait.

Certes, ces propositions peuvent paraître bien utopiques quand on connaît les réactions allemandes à la crise grecque. Si rien n'est fait, bientôt il sera trop tard. C'est pourquoi dans la liste des coopérations possibles évoquées plus haut, il faut sûrement choisir le sujet le moins coûteux et le plus symbolique de l'évolution des économies européennes.

Je propose de commencer par l'élaboration d'une agence de notation franco-allemande susceptible d'être ouverte à tous les membres de la zone euro au moment opportun.

Ce choix est basé sur les observations suivantes :

- L'Europe a besoin d'une agence de notation qui lui soit propre et nous sortant des défauts évidents des seules agences existantes : les agences anglo-saxonnes.
- L'agence de notation est un instrument très efficace dans la gouvernance des économies et des entreprises et cette construction oblige à examiner ensemble tous les paramètres d'une politique industrielle et du système de valeur qui lui est sous-jacent.

La construction d'une agence de notation franco-allemande sera un acte fondateur de l'Europe. Il est vain d'attendre de grandes réalisations audacieuses de la part des gouvernements de droite qui gouvernent actuellement l'Europe et notamment l'Euroland. La droite européenne préfère toujours l'Europe minimum dans laquelle elle peut sauvegarder sa vision libérale absolue qui exclut finalement toute supra nationalité et toute intégration de fait.

Si un jour (peut-être proche) les partis de gauche arrivent en même temps au pouvoir en France et en Allemagne et dans plusieurs pays de l'Euroland, alors incombera à la gauche de saisir cette deuxième chance pour faire l'Europe dont nous rêvons depuis longtemps.

Il appartient aux socialistes français et allemands de reprendre la construction de l'Europe. Commençons aujourd'hui.